

**CONVENTION ENTRE :**

- L'établissement bénéficiaire, représenté par son directeur général ;
- Le créancier : *La société XX* ;
- Le comptable public.

**Article 1 : Objet de la convention.**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement concernant l'accord-cadre n°20250087001000 et de ses marchés subséquents. Le règlement se fera par prélèvement automatique sur le compte de la Banque de France indiqué par le comptable public.

Tout nouveau marché signé avec le même créancier et relatif au règlement par prélèvement automatique de cette même catégorie de dépenses entre dans le champ de la présente convention, sauf s'il est soumis à des clauses particulières. Dans ce dernier cas, un avenant à la présente convention devra être signé.

**Article 2 : Mise en place du prélèvement.**

Le créancier de l'établissement bénéficiaire établit une autorisation de prélèvement à faire signer par le comptable public titulaire du compte BDF.

Le comptable public signe cette autorisation et la retourne accompagnée de son RIB automatisé Banque de France au créancier qui se charge de la faire parvenir à la Banque de France.

Après accomplissement de ces formalités, le créancier de l'établissement bénéficiaire peut émettre des prélèvements domiciliés sur le compte BDF du comptable.

**Article 3 : La réalisation des prélèvements (périodicité, montant, contestation).**

Les prélèvements seront effectués conformément aux échéanciers mis à disposition avec les pièces de chaque bon de commande par l'ordonnateur.

Si l'ordonnateur ne dispose pas d'un échéancier des prélèvements, le créancier doit, quelques jours avant la mise en circulation de l'avis de prélèvement, l'informer du montant et de la date du prélèvement.

Cette information doit permettre à l'ordonnateur :

- de s'assurer de la disponibilité des fonds pour la date d'échéance du prélèvement ;
- en cas de désaccord sur l'opération, de réagir auprès du créancier ou du comptable avant que le prélèvement ne soit effectué.

L'ordonnateur transmet cette information au comptable public selon des modalités à définir entre les deux parties.

En tout état de cause, le comptable public dispose toujours, après la réalisation du prélèvement sur son compte BDF, de la faculté de rejeter l'opération au titre de l'un des motifs prévus par la réglementation interbancaire ou prévu au contrat de prélèvement.

**Article 4 : Définition de la référence du prélèvement.**

Les précisions concernant une identification normée de la convention sont données en annexe technique.

### **Article 5 : Obligations de l'ordonnateur et du comptable public.**

Lorsque la dépense prévue dans la présente convention n'est pas réglementairement autorisée à être payée sans mandatement préalable, l'ordonnateur signe et transmet à la signature de la convention puis à chaque début d'année, un mandat global d'un montant estimatif basé sur les dépenses réalisées au cours de l'exercice précédent autorisant ainsi le comptable à payer cette dépense, suivant les termes de la convention. En parallèle, l'ordonnateur transmettra un document au comptable indiquant le montant en euros du mandat global émis. Ce document sera chaque année annexé à la présente convention.

Le mandat global est émis partiellement par le comptable public, à la date d'échéance, du montant du prélèvement. Un mandat complémentaire peut intervenir en cours d'exercice lorsque les dépenses risquent de dépasser le montant du mandat initial. En fin d'exercice, un mandat de réduction peut également être émis si les dépenses effectives se révèlent inférieures au montant estimé initialement.

En cas d'absence de crédits budgétaires ou de trésorerie, le comptable public pourra dénoncer la convention et supprimer les autorisations de prélèvements correspondantes conformément à l'article 7 infra.

### **Article 6 : Durée de la convention.**

La présente convention est établie pour la durée du contrat qui lie l'établissement bénéficiaire au créancier.

### **Article 6 : Dénonciation de la convention**

La présente convention pourra être dénoncée par anticipation, avec préavis d'un mois, par une des parties, sur simple notification recommandée avec accusé de réception, pour mettre fin au paiement par prélèvement des biens ou services rendus par le créancier.

La dénonciation de la présente convention entraîne suppression des autorisations de prélèvements correspondantes.

Fait à , le

L'administrateur,

Le comptable public,

Le créancier,

## **Annexe technique :**

**(Ce référencement sera indispensable dans le cadre du suivi des conventions et de l'émargement automatique du mandat dans l'application Hélios)**

Le créancier indique la référence de l'opération dans l'enregistrement magnétique représentatif du prélèvement acheminé au Système Interbancaire de Télécompensation via son banquier.

La zone D8 du format OC (ou dans le format ETEBAC, la zone F, position 119 à 149 de l'article destinataire) devra comprendre la référence de la convention.

La référence de la convention correspond, dans cet ordre, à :

Numéro SIRET de l'établissement bénéficiaire (14 caractères) + numéro d'ordre séquentiel (9 caractères) + le caractère "\*" et éventuellement des indications complémentaires fournies par certains opérateurs dont le numéro de marché subséquent attribué par le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support des hôpitaux Hainaut Cambrésis, permettant de faciliter le rapprochement des factures.

Cette référence est propre à chaque convention tripartite.

À défaut, le prélèvement est susceptible de faire l'objet d'un rejet par le comptable public si celui-ci ne dispose pas des éléments nécessaires à l'identification de l'établissement bénéficiaire de l'opération et de la dette concernée.

Compte tenu des dysfonctionnements générés par l'absence de cette référence ou d'une référence incomplète, le non-respect par le créancier de l'article 4 pourra entraîner la dénonciation de la convention (Cf. art. 7) et la suppression de l'autorisation de prélèvement correspondante.

# FORMULAIRE D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT BANCAIRE OU DE CHANGEMENT DE COORDONNEES BANCAIRES

Afin que votre demande soit prise en compte, il est impératif de:

1. Compléter l'intégralité des deux volets de ce formulaire, et de les signer.
2. Joindre en même temps un Relevé d'identité bancaire (RIB IBAN).
3. Adresser l'intégralité de ce document à l'adresse suivante:

Nom de l'organisme

N°, rue  code postal  ville

## AUTORISATION DE PRELEVEMENT : exemplaire réservé au créancier

J'autorise l'établissement teneur de compte à effectuer sur ce dernier, si la situation le permet, les prélèvements ordonnés par ..... En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

N° NATIONAL D'EMETEUR :

### Titulaire du compte

Nom/ prénom

Adresse

Code postal  ville

### Désignation du compte à débiter :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

### Etablissement du teneur de compte à débiter

Banque

Adresse

Code postal  Ville

Date + Signature obligatoire

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les nécessités de la gestion et pourront donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès du créancier ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80-10 du 01/04/1980 de la Commission Nationale Informatique et Libertés.

## AUTORISATION DE PRELEVEMENT : exemplaire réservé à votre banque

J'autorise l'établissement teneur de compte à effectuer sur ce dernier, si la situation le permet, les prélèvements ordonnés par ..... En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec créancier).

N° NATIONAL D'EMETEUR :

### Titulaire du compte

Nom/ prénom

Adresse

Code postal  ville

### Désignation du compte à débiter :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

### Etablissement du teneur de compte à débiter

Banque

Adresse

Code postal  Ville

Date + Signature obligatoire